



LÉGATION DE SUISSE  
EN ARGENTINE

*En circulation.* dodis.ch/8687  
*29.3. a. H.*

BUENOS AIRES, le 21 mars 1951.  
Calle Uruguay 740  
T.E. 440074/77

RÉFÉRENCE: NOTRE A.64.2.- F/Pw.  
VOTRE  
(à rappeler dans la réponse)

RAPPORT POLITIQUE N<sup>o</sup>. 5.

Les élections présidentielles.  
Le cas de "La Prensa".

*Rebours*  
*9.4.51. H.*

Monsieur le Conseiller Fédéral,

Dans le désir de vous tenir au courant de quelques événements qui caractérisent actuellement la vie politique en Argentine, bien qu'ils revêtent une importance très relative comparés à ceux qui doivent vous préoccuper ces temps-ci, je me permets de vous transmettre quelques informations concernant les élections présidentielles qui devraient avoir lieu l'année prochaine et le cas du journal "La Prensa", dont toute la presse mondiale, y compris la nôtre et quelques parlements, y compris le français, semble-t-il, se sont occupés.

La campagne pour l'élection en 1952, du président de l'Argentine, pour le période 1953 à 1958, a commencé dans tout le pays. Le mouvement a été déclenché il y a quelques semaines, par la décision prise par l'aile féminine du parti péroniste sous la présidence de Mme. Perón, de prier le général Perón d'accepter une nouvelle élection. Après cela, toutes les sections du parti sollicitèrent du président le même "sacrifice" et finalement une délégation du Congrès (Chambre et Sénat) se rendit chez le général pour le supplier d'accepter la candidature. M. Perón répondit qu'il était trop tôt pour donner une réponse définitive. Chacun est persuadé, ce-

Monsieur Max Petitpierre,  
Conseiller Fédéral,  
Chef du Département Politique Fédéral,  
B E R N E.

pendant, qu'il est décidé à accepter et qu'il sera réélu. D'aucuns pensent que si les élections étaient libres, il ne réussirait plus. C'est fort possible bien qu'à mon avis pas certain. De toute façon, les élections ne seront pas libres et Perón sera réélu. On croit que bientôt, on priera Mme. Perón d'accepter la candidature pour la vice-présidence. Tout porte à croire que cet événement se produira, mais ce n'est pas sûr. Il y en a qui pensent que le ménage présidentiel n'osera pas tenter cette aventure, par crainte des colonels et des généraux, mais je suis plutôt de l'avis de ceux qui croient que les hautes sphères militaires n'auraient pas raisons des sous-officiers et des soldats qui semblent être en faveur de Mme. Peron et qu'elles supporteraient donc la famille à l'Exécutif. Pour le moment, il est cependant plus prudent de ne pas faire des prophéties.

Il y a lieu néanmoins de constater que les circonstances et surtout la situation internationale favorisent nettement le régime. En effet, le seul Etat qui pourrait, le cas échéant, aider efficacement l'opposition, qui est d'ailleurs très désorganisée, seraient les Etats Unis. Or, ceux-ci, très préoccupés par les mesures à prendre pour la défense du Continent, vu le climat international actuel, ont mis une sourdine à tous leurs griefs. Après avoir accordé à Perón le fameux emprunt de 125 millions de dollars; après avoir mis à sa disposition deux croiseurs destinés à la défense des côtes; après avoir activement collaboré à la création d'une industrie aéronautique; les Etats Unis viennent d'envoyer à Buenos Aires, le sous-secrétaire Miller qui a pris part à deux séances plénières du Conseil Economique (organisme éminemment étatique), pour préparer vraisemblablement la partie économique de l'Assemblée des ministres américains des Affaires Etrangères, qui s'ouvrira mardi prochain à Washington et dans le cadre de laquelle il semblerait que les Etats-Unis seraient prêts à faire certaines concessions économiques importantes à l'Argentine, qui vient de dépêcher à Washington son ministre des Affaires Etrangères accompagné d'un très grand état major d'économistes et de techniciens. L'ancien ambassadeur Messerschmit était ici,

ces derniers jours, pour étudier, dit-on, les conditions de l'octroi d'un emprunt de 10 millions de dollars aux entreprises électriques Cade. Tout porte à croire que les Etats-Unis, dans le désir de s'assurer la fidélité et la collaboration de l'Argentine en cas de guerre, acceptent désormais Perón et ses fantaisies. En tout cas, si la presse nordaméricaine attaque le régime Perón, il n'en est pas moins vrai que les sphères officielles de Washington ne se prononcent à son sujet, depuis un certain temps, qu'avec une prudence remarquable.

Quant aux autres Etats Américains de quelque importance, tous se déclarent amis du gouvernement Perón et quelques uns, comme le Brésil, le sont.

Il en résulte que le régime du général semble pouvoir poursuivre son oeuvre antidémocratique sans des risques réels et que ceux qui lui prédisent une courte durée, ne paraissent guère avoir la chance de figurer sur la liste des bons prophètes. Evidemment, il faut toujours penser aux impondérables et aux balles perdues, mais cela ne fait pas partie des observations objectives qui seules trouvent place dans un rapport. A vue d'homme, il convient donc de compter dès maintenant avec la réélection de M. Perón et d'en tirer les conséquences. Pour nous, en particulier, elles ne sont pas très promettantes: économiquement nous l'intéressons en proportion inverse des probabilités d'une aide nordaméricaine en dollars, donc moyennement, vu l'aversion du capital suisse pour l'Argentine; politiquement, nous avons une presse qui ne parle de lui que pour le critiquer ou, dans le plus favorable des cas, pour s'en amuser, en vérité, très légèrement.

Pour être complet, je relève que le bruit court que le célèbre colonel Mercante, grand ami jusqu'hier du ménage Perón dont il était l'inséparable, gouverneur de la province de Buenos Aires, ne jouirait plus des faveurs de ses maîtres et préparerait, avec l'ancien ministre des Affaires Etrangères, M. Bramuglia, une scission dans le parti peroniste, pour faire triompher une autre candidature que celle du général. J'incline à croire qu'il ne s'agit que d'un faux bruit, en dépit de sa persistance, mais après tout aucun dictateur n'est absolument à l'abri des révolutions de palais.

Le cas de "La Prensa" continue d'émouvoir l'opinion publique argentine et, on peut bien le dire, la presse internationale. Je mentionnerai, pour ce qui concerne la presse suisse, l'article de fond paru dans la "Neue Zürcher Zeitung" du 8 mars, les articles publiés par l'"Arbeiter Zeitung" du 1<sup>er</sup> mars et par "La Gazette de Lausanne" du 12 mars. Sans doute d'autres journaux suisses se sont occupés de cette affaire qui intéresse dans une aussi grande mesure la presse mondiale. Bien que du point de vue de nos rapports avec les Autorités argentines, ces articles ne soient pas pour nous faciliter les choses, j'admetts sans autres que notre presse ne pouvait et ne devait pas passer sous silence un affront aussi féroce - dans le fond et dans la forme - infligé au principe de la liberté de presse.

Je ne saurais faire ici, sans crainte d'occuper votre temps à des détails d'une importance relative, l'histoire du développement de l'affaire de "La Prensa" après le 1<sup>er</sup> mars, date de mon dernier rapport relatif à cette question. Il faut, cependant, mentionner les phases principales du procès politique intenté par le Gouvernement contre ce journal, car elles peignent fidèlement la nature inquiétante du régime. La presse officielle n'a cessé de faire preuve, dans toute cette affaire, d'un grand flottement, en laissant clairement entrevoir qu'elle ne savait pas comment présenter le cas au public, pour le préparer à la solution prévue dès le début, à savoir la suppression du journal. Elle soutint tout d'abord la thèse absurde que la victime des désordres du 27 février avait été abattue par des coups d'arme à feu tirés des locaux des ateliers de "La Prensa" et qu'il fallait donc déférer la direction du journal aux tribunaux. Puis elle se rendit compte du danger d'une telle thèse, en contradiction frappante avec ce qu'un grand nombre de personnes avaient vu et elle soutint alors que la Direction du journal, en lançant 1500 personnes dans la rue, simplement pour ne pas donner satisfaction aux justes réclamations d'un syndicat qui défendait des droits sacrés (nous savons que cela est faux) se rendait coupable d'un attentat

contre la sécurité de l'Etat et devait être frappée par la Loi de septembre 1941, qui prévoit la peine de l'emprisonnement de 1 à 8 ans, pour ceux qui provoquent l'alarme et dépriment l'esprit public, en causant ainsi un préjudice à la nation. L'accusation était grave et elle parut aussi très difficile à soutenir, puisque la police, le Ministère du Travail et le Président avaient été avertis de la décision des ouvriers du journal, de reprendre le travail, au jour et à l'heure indiqués. La Police ne s'était pas opposée à cette décision et il semble, même que le chef de la police avait déclaré aux intéressés qu'ils n'avaient rien à craindre. Alors, la presse donna mille autres explications de la "culpabilité du journal" vendu, d'après elle, au capital étranger et publia plusieurs communiqués de la C.G.T., un plus perfide que l'autre. Mais il fallait enfin trouver une solution et en finir avec un conflit politique qui faisait trop de bruit à l'étranger. Peron eut alors recours au système qu'il affectionne, celui de faire endosser par d'autres, la responsabilité de ses propres décisions et comme cette fois-ci le problème accusait une certaine gravité, à cause de ses répercussions à l'étranger, il décida que le Congrès lui-même devait trancher le noeud gordien. Autre erreur qui documente l'embarras du gouvernement, car on ne voit pas comment on peut charger le parlement d'intervenir dans un conflit de nature syndicale (thèse du gouvernement), ou de se transformer en tribunal, pour statuer sur un fait délictueux. Mais le régime n'a pas à se préoccuper de scrupules de cette espèce. Tout à coup, le 15 mars, une délégation du parlement demanda au Gouvernement qu'il convoque le Congrès d'urgence, en session extraordinaire, pour juger de la situation créée par le conflit de nature "syndicale" provoqué par "La Prensa". Avec un zèle digne d'une meilleure cause, l'Exécutif convoqua le Congrès pour le lendemain. Inutile de dire que plusieurs parlementaires de l'opposition, n'habitant pas la capitale, n'eurent pas le temps matériel de se rendre à Buenos Aires. La chambre des députés adopta une résolution, que le Sénat fit sienne immédiatement, prévoyant "la création d'une Commission parlementaire mixte d'inter-

vention et d'investigation, composée de trois sénateurs et de six députés, chargée de dicter la solution définitive à adopter comme conséquence des activités et des procédés de l'entreprise commerciale propriétaire de La Prensa et des entreprises commercialement en rapport avec elle."

Cette décision fut prise après quelques heures de violents débats, au cours desquels trois députés radicaux sont courageusement intervenus en faveur de la liberté de presse et du journal attaqué, en mettant clairement en relief l'intervention éminemment politique du gouvernement et sa décision de faire simplement disparaître un journal dont le seul crime était celui de ne pas être peroniste. Et en effet, les accusateurs vendirent la mèche, dans leur bêtise, puisque pendant tout le débat ils ne firent qu'insister sur l'attitude de "La Prensa" lors des élections de 1946; sur le fait qu'elle n'a jamais loué les actes du Gouvernement de Perón; qu'elle a refusé de reconnaître qu'en Argentine il n'y a qu'un drapeau et qu'un conducteur. Un des accusateurs alla jusqu'à dire qu'on ne pouvait pas tolérer, dans le climat de la révolution, une entité, si puissante fût-elle, qui sabote la révolution. C'est ainsi que le Gouvernement n'est même plus au bénéfice du doute et que les faits brillent aujourd'hui de toute leur clarté par l'oeuvre du parlement lui même!

Inutile de dire que les neuf membres de la Commission parlementaire sont des peronistes éprouvés, à part un député radical qui fut choisi pour faire croire à un semblant d'impartialité et qui a accepté, pour être et mettre au courant de l'activité de la commission.

Quelle sera la décision et comment en justifiera-t-on la mise en exécution? Quant au premier point, les possibilités sont au nombre de trois: suppression pure et simple du journal; autorisation de réapparaître s'il donne satisfaction aux syndicats, pour faire croire au dehors que le diable n'est pas si noir qu'on le peint et dans l'idée qu'après une telle aventure "La Prensa" pourrait s'assagir; obligation au journal de passer l'entreprise à une autre organisation qui ferait de "La Prensa" un journal peroniste. La seconde solution parais-

- 7 -

sant à exclure, entre la première et la dernière c'est celle-ci qui semble présenter le plus de probabilités.

En attendant, le journal de Eva Perón, "Democracia", dans des articles de plus en plus violents, explique au peuple que "La Prensa" n'a pas pu régler son différend syndical, en accueillant les demandes de quelques pauvres ouvriers, parce qu'étant l'esclave de Wall Street, c'est le capital international qui l'en a empêchée, afin que le monde capitaliste ait une excuse pour attaquer l'Argentine, en convertissant ainsi une divergence syndicale en une véritable affaire de politique internationale qui justifie l'intervention du Congrès. Tous ceux qui ne sont pas peronistes, sont capitalistes et exploitteurs, ennemis du pays. Le ton de la presse officielle rappelle de plus en plus celui des journaux communistes. Ce n'est peut-être encore qu'une attitude, mais il ne manque pas de sages qui en sont très impressionnés.

Je me réserve de vous renseigner, le moment venu, sur l'épilogue de cette malheureuse affaire.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller Fédéral, l'assurance de ma très haute considération.

Le Ministre de Suisse:

